

SYPHILIS

ET

PROSTITUTION

A MARSEILLE

THÈSE

Présentée et publiquement soutenue à la Faculté de Médecine de Montpellier

Le 6 Avril 1900

PAR

Eugène BRETON

Né à Carpentras (Vaucluse), le 16-Novembre 1863

LICENCIÉ ÈS-SCIENCES PHYSIQUES

RÉPÉTITEUR GÉNÉRAL AU LYCÉE DE MARSEILLE

Pour obtenir le grade de Docteur en Médecine



MONTPELLIER

IMPRIMERIE GUSTAVE FIRMIN ET MONTANE

Rue Ferdinand-Fabre et Quai du Verdanson

1900

PERSONNEL DE LA FACULTÉ

MM. VIALLETON DOYEN
HAMELIN (✱) ASSESSEUR

Professeurs

Hygiène.	MM. BERTIN-SANS. ✱)
Clinique médicale	GRASSET (✱).
Clinique chirurgicale.	TEDENAT.
Clinique obstétric. et gynécol.	GRYNFELTT.
Thérapeutique et matière médicale.	HAMELIN (✱)
Clinique médicale	CARRIEU.
Clinique des maladies mentales et nerv.	MAIRET (✱).
Physique médicale.	IMBERT
Botanique et hist. nat. méd.	GRANEL.
Clinique chirurgicale.	FORGUE.
Clinique ophtalmologique.	TRUC.
Chimie médicale et Pharmacie	VILLE.
Physiologie.	HEDON.
Histologie	VIALLETON.
Pathologie interne.	DUCAMP.
Anatomie.	GILIS.
Opérations et appareils	ESTOR.
Microbiologie	RODET.
Médecine légale et toxicologie	SARDA.
Clinique des maladies des enfants	BAUMEL.
Anatomie pathologique	N...
Id.	Bosc (Ch. du c.)

Doyen honoraire : M. MAIRET (✱).

Professeurs honoraires : MM. JAUMES, DUBRUEIL (✱), PAULET (O. ✱).

Chargés de Cours complémentaires

Accouchements.	MM. PUECH, agrégé.
Clinique ann. des mal. syphil. et cutanées	BROUSSE, agrégé.
Clinique annexe des mal. des vieillards. .	VIRES, agrégé.
Pathologie externe	LAPEYRE, agrégé.
Pathologie générale	RAYMOND, agrégé.

Agrégés en exercice

MM. BROUSSE	MM. DE ROUVILLE	MM. GALAVIELLE
RAUZIER	PUECH	RAYMOND
LAPEYRE	VALLOIS	VIRES
MOITESSIER	MOURET	IMBERT
BOSC	DELEZENNE	BERTIN-SANS

M. H. GOT, *secrétaire*.

Examineurs de la Thèse

MM. GRASSET (✱), <i>président</i> .	MM. BROUSSE, <i>agrégé</i> .
SARDA, <i>professeur</i> .	RAUZIER, <i>agrégé</i> .

La Faculté de Médecine de Montpellier déclare que les opinions émises dans les Dissertations qui lui sont présentées doivent être considérées comme propres à leur auteur ; qu'elle n'entend leur donner ni approbation, ni improbation

A LA MÉMOIRE DE MON PÈRE

A MA MÈRE

E. BRETON.

A M. LE D^r LÉON PERRIN

CHARGÉ DES COURS DE DERMATOLOGIE ET SYPHILIGRAPHIE
A L'ÉCOLE DE MÉDECINE DE MARSEILLE

A mon Président de Thèse

M. LE DOCTEUR GRASSET

PROFESSEUR DE CLINIQUE MÉDICALE A LA FACULTÉ DE MÉDECINE
DE MONTPELLIER
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

E. BRETON.

AVANT-PROPOS

M. le docteur Léon Perrin, chargé du cours de dermatologie à l'École de médecine de Marseille, nous a donné le sujet de cette thèse inaugurale. Il a bien voulu nous permettre aussi de consulter ses notes, dans lesquelles nous avons choisi, pour notre travail, un grand nombre d'observations intéressantes des manifestations syphilitiques traitées dans son dispensaire. Qu'il nous permette de lui en exprimer ici toute notre reconnaissance, ainsi que pour ses savantes leçons cliniques, auxquelles nous assistons depuis plusieurs années.

Nous ne saurions oublier ce que nous devons aux autres professeurs de notre École, qui ont toujours été des maîtres bienveillants et désireux de nous instruire. Nous les remercions de leurs doctes leçons.

Nous ferions acte d'ingratitude si nous n'offrions pas notre tribut d'hommages à tous ceux qui nous ont aidé à traiter notre sujet : à M. le docteur Mireur, dont les conseils et les ouvrages spéciaux nous ont été si utiles ; à M. le docteur Flaissières, maire de Marseille, à qui nous devons d'avoir été si bien accueilli dans les divers services de police de

notre ville; à M. le docteur Michel, chirurgien des hôpitaux, qui a gracieusement mis à notre disposition ses notes prises dans le service des maladies vénériennes qu'il dirige; à M. le docteur Lenoir, médecin principal de 1^{re} classe, directeur du service de santé du XV^e corps d'armée, et à M. le docteur Augias, médecin-major, qui ont tenu à notre disposition les documents militaires qui nous étaient nécessaires.

SYPHILIS ET PROSTITUTION

A MARSEILLE

CHAPITRE PREMIER

DANGER SOCIAL DE LA SYPHILIS

La syphilis exerce de grands ravages sur l'humanité. Elle est devenue si fréquente, ses conséquences, mieux connues qu'autrefois, peuvent être si nombreuses, si diverses et si terribles, que cette maladie constitue un véritable fléau social.

Elle est pour l'individu contaminé une affection morbide toujours sérieuse, parfois très grave, soit à cause des accidents secondaires et tertiaires contre lesquels nous sommes armés, soit à cause des conséquences parasymphilitiques contre lesquelles nous sommes à peu près désarmés.

Elle fait courir de graves dangers à la famille. Le mari peut contaminer l'épouse et, de ce fait, exposer les enfants à naître à la pire des hérédités, l'hérédité mixte. Elle cause souvent la désunion et la dislocation des ménages,

d'autres fois la ruine de la communauté, par suite de l'incapacité de travail ou de la mort de son chef.

Les conséquences héréditaires sont nombreuses. Citons, en première ligne, la mortalité effroyable qui frappe les fœtus et les nourrissons. En effet, les avortements et les accouchements prématurés, dus à la syphilis, sont fréquents. Arrivé à terme, l'enfant n'est pas pour cela à l'abri de la terrible hérédité. Que d'enfants hérédo-syphilitiques ne voient le jour que pour mourir au bout de quelques heures, de quelques semaines ou d'un peu plus long terme.

D'après le professeur A. Fournier, l'hérédité paternelle est celle qui se traduit par la mortalité moindre, 28 pour 100, l'hérédité maternelle comporterait une mortalité de 60 pour 100 et l'hérédité mixte, 68 pour 100.

Le temps et le traitement spécifique peuvent atténuer et même annihiler l'influence hérédo-syphilitique.

Les tares héréditaires n'affectent pas toutes la modalité syphilitique vraie. Il en est qui ne sont pas syphilitiques à proprement parler, elles revêtent le caractère de manifestations dystrophiques.

Quelques-unes de ces manifestations dystrophiques n'intéressent l'individu que d'une façon partielle, affectant des types dont les principaux sont les suivants :

Dystrophies dentaires, maxillaires, crâniennes, nasales, oculaires, auriculaires, rachidiennes, des membres, cérébrales et médullaires, génito-urinaires.

D'autres manifestations dystrophiques intéressent l'être tout entier ; elles offrent trois types principaux :

1° Le premier type est celui des dystrophies originelles de constitution, se traduisant par des formes diverses à divers âges de la vie. Dans le premier âge, elle est représentée par l'avorton syphilitique, qui s'éteint, en général,

à brève échéance. Plus tard, cette dystrophie se traduit par ce type plus rare : l'*enfant valétudinaire*, toujours malade, prédisposé à toutes les contagions. A tout âge, elle peut s'accuser par ce que le professeur A. Fournier appelle la *fragilité de la vie*, c'est-à-dire par une puissance de sa vitalité et une résistance aux maladies inférieures à la moyenne.

2° Le deuxième type est constitué par l'infantilisme, c'est-à-dire par un arrêt permanent de développement physique, par une sorte de rabougrissement de l'individu.

3° Le troisième type est celui du rachitique à la grosse tête bosselée, aux jambes torses, au rachis dévié, au bassin vicié, etc. Le rachitisme est un mode d'expression des plus communs de l'hérédo-syphilis.

Les diverses dystrophies que nous venons d'envisager, consistent en des imperfections de développement qui constituent, pour l'individu, des degrés divers de dégénérescence. La descendance de ces dégénérés sera, en général, normale et indemne de tares héréditaires. Mais il est avéré que les enfants des hérédo-syphilitiques, peuvent porter l'empreinte de la tare originelle, c'est ce qu'on appelle l'*hérédité dystrophique seconde*. Cette hérédité syphilitique seconde se traduit par des dystrophies rappelant toujours celles qui caractérisent l'hérédité spécifique de première génération (docteur Barthélemy).

La syphilis se communique surtout par contact vénérien. Ce n'est pas l'unique moyen de propagation de la maladie, la contagion a aussi lieu en dehors de tout commerce vénérien. Mais si l'on recherche l'origine même de cette vérole du contaminateur premier, dans presque tous les cas, on trouvera la prostituée. La propagation ultérieure de la syphilis, peut ne plus rien avoir de com-

mun avec la prostitution. Elle se fait alors en dehors d'elle, par exemple, par suite des rapports légitimes du mari infidèle avec son épouse, par les baisers de la mère à l'enfant, par l'allaitement.

On a cité de nombreux cas de propagation par suite du contact du médecin ou de la sage-femme avec l'accouchée, par l'usage d'objets contaminés par des vérolés, cruche, verre, pipe, porte-cigare, rasoir, spéculum, etc. On a pu incriminer aussi, avec juste raison, la vaccine et certaines professions, comme le soufflage du verre. D'après le docteur Mireur, certaines pratiques religieuses ne sont pas sans danger, au point de vue de la transmission syphilitique. Il cite, comme ayant occasionné la contagion : la communion sous les deux espèces, dans la religion protestante, la circoncision, chez les juifs.

Ce n'est donc pas le seul commerce des prostituées qui peut propager la syphilis, mais la prostitution doit être considérée comme un facteur important de contagion et comme le facteur primitif. La prudence, l'hygiène, soit de la part de l'individu infecté, soit de son entourage, peuvent enrayer la propagation de la terrible maladie. Mais au point de vue de l'action de la prostitution, que pouvons-nous faire ? Pourrons-nous enrayer son extension d'abord, la faire disparaître ensuite ? Pouvons-nous empêcher la prostitution d'être un foyer de propagation de la syphilis ?

CHAPITRE II

DE LA PROSTITUTION. — COUP D'ŒIL A TRAVERS LES AGES.

La prostitution a existé dans tous les temps et chez tous les peuples. Nous la rencontrons aussi haut que nous remontions dans l'histoire et quel que soit le pays considéré. Bien que sévèrement prohibées par les lois de Moïse, les prostituées existaient en assez grand nombre chez les Juifs. Elles joignaient ordinairement à leur métier la profession de danseuses et de musiciennes.

Dans les temps les plus reculés, à Babylone, les jeunes filles nubiles allaient, couronnées de fleurs, au temple de Mylita offrir leur virginité à la déesse en la personne de ses prêtres. Chez les Phéniciens, la prostitution s'exerçait dans les temples d'Astarté. Dans l'île de Chypre, Paphos et Amathonte eurent leur moment de célébrité. Le caractère religieux de la prostitution se perdit bientôt.

Chez les Egyptiens, le père vivait volontiers du déshonneur de ses filles. Héliopolis et Babylone ont laissé dans l'histoire de la débauche des souvenirs qui n'ont été effacés par la dépravation d'aucune autre cité.

Chez les Perses, la prostitution s'établît surtout à l'entour des rois. En Grèce, elle existait dans toutes les

villes, lorsque Solon, le premier, songea à la réglementer. Il fit acheter des prostituées en dehors du territoire et fonda le premier lupanar.

A Rome, ce n'est qu'après la conquête de l'Asie que nous la voyons fleurir. En même temps que leurs libertés, les vainqueurs prirent les vices des vaincus. La dépravation des mœurs atteignit toutes les classes de la société et prit bientôt de telles proportions qu'on fut obligé de la réglementer (180 avant J.-C.). Pour obtenir la *licentia stupri*, les prostituées durent se faire inscrire sur un registre spécial, sous peine d'amende et de bannissement. Elles furent taxées d'infamie et destituées des droits qu'attribuent les lois civiles aux citoyens. Caligula, le premier, les frappa d'un impôt. Ces mesures n'arrêtèrent en rien les progrès de la dépravation. Tout devint lupanar dans la capitale du monde, les bains, les cabarets, les boutiques de barbier et jusqu'aux boulangeries.

Théodose le jeune et Valentinien, effrayés de ces débordements, essayèrent, en vain, d'y mettre un terme. L'abolition de la prostitution inscrite ne fit que favoriser le développement de la prostitution clandestine, dont les excès furent pires encore.

Les Gaules, conquises par les Romains, prirent peu à peu les coutumes des vainqueurs. Les Francs, envahisseurs du sol, ne modifièrent point la dépravation gallo-romaine. Les rois mérovingiens eurent plusieurs épouses à la fois. Les évêques, eux-mêmes, qui souvent étaient mariés, entretenaient parfois plusieurs femmes à la façon des Orientaux.

Charlemagne, par deux capitulaires rigoureux, essaya de réformer les mœurs. Ce fut en vain. Sous ses successeurs, la débauche continua sa marche ascendante. Pendant le moyen âge, dans l'Europe tout entière, les rois

et les seigneurs puissants adoptèrent la coutume de réunions permanentes de filles de joie à leur cour.

Au commencement du XIII^e siècle, les prostituées étaient si nombreuses en France que Sauval ne craint pas d'affirmer « que jamais il n'y en eut tant dans le royaume ».

A l'avènement de saint Louis, la débauche publique avait grandi encore. Ce roi, voulant réformer les mœurs, prohiba la prostitution dans tout le royaume par son ordonnance de décembre 1254. La prostitution clandestine prit un tel essor qu'il fut obligé de rapporter sa première ordonnance et de se contenter d'une réglementation rigoureuse. Les autres nations ne furent pas à l'abri de l'impudique fléau. A Londres, à Strasbourg, à Genève, l'audace des prostituées dépassait toutes les bornes. Dans le midi de l'Europe, nous retrouvons les mêmes excès. Le code d'Alphonse IX, roi de Castille, et les pragmatiques de 1552 et de 1566 nous montrent que des tentatives furent faites pour leur répression. La république de Venise fit venir des prostituées de l'étranger, afin de sauvegarder l'honnêteté des femmes indigènes. Naples et les autres grandes villes du nord de l'Italie furent aussi des foyers de débauche. A Rome, la prostitution s'étendit d'abord malgré les papes, puis, avec leur consentement. C'est sous Benoît IX qu'y fut fondée la première maison publique.

En 1560, sous l'influence de la Réforme, les Etats généraux d'Orléans prononcèrent l'interdiction absolue de la prostitution. En 1570, Charles IX fit chasser de sa cour les filles publiques qui s'y trouvaient. Le farouche maréchal Strozzi, pour en débarrasser son corps d'armée, en fit jeter huit cents dans la Loire, sans autre forme de procès. Mais tout fut en vain.

Dans les divers états d'Europe, la prostitution eut certains points communs. Presque partout, les prostituées durent adopter certaines particularités dans le costume. Ce fut une conséquence des lois somptuaires. Les empereurs romains imposèrent aux *meretrices* un costume particulier. En France, le premier édit qui fut promulgué en la matière date de 1158. En Provence, le plus ancien est celui de la reine Jeanne, daté de 1347 ; il portait, en outre, que les prostituées seraient enfermées dans un *prostibulum* qu'elle créa. Presque partout, les filles de joie furent cantonnées dans une maison ou dans un quartier spécial. Partout, à certaines époques, elles furent traquées et soumises à des mesures prohibitives rigoureuses, parfois odieuses. Le résultat de ces mesures ne fut jamais que passager. Il suffisait que la sévérité des juges se relâchât quelque peu pour que la prostitution prît un nouvel essor. Pour avoir résisté à toutes les attaques dont elle a été l'objet, il faut qu'elle constitue un vice inhérent à l'espèce humaine, une plaie sociale qui, ayant existé de tout temps, existera toujours.

L'Assemblée constituante reconnut implicitement l'existence de la prostitution par une disposition de la loi du 22 juillet 1791, qui n'autorise l'arrestation des filles de joie que lorsqu'elles ont troublé l'ordre ou commis un outrage public à la pudeur.

La prostitution existe chez tous les peuples actuels. Les peuplades de l'Océanie et celles de l'intérieur de l'Afrique connaissent la prostitution et n'attachent à sa pratique aucune idée d'infamie. Au Japon, la prostitution atteint des proportions inouïes, surtout à Nangasaki. Dans les grandes villes, les mousmés habitent un quartier spécial, le Yoshivara. Les maladies vénériennes sont très répandues. Les amiraux et commandants de navires ne

laissent pas volontiers leurs hommes aller à terre, à cause de la contamination vénérienne. Certains ports ont la réputation de pourrir les équipages.

La Perse et les Indes n'ont rien à envier au Japon, sous le rapport de la dissolution des mœurs. Dans les Indes, la prostitution sacrée, règne dans les classes inférieures comme aux premiers âges du monde.

Dans l'empire chinois proprement dit, les habitudes de polygamie s'opposent à l'établissement d'une prostitution libre, à l'usage des indigènes. Dans les ports de mer où résident les Européens, il existe des maisons publiques de toutes catégories. A Canton, les bateaux de fleurs de la rivière des Perles sont restés célèbres. Ce sont des lupanars où l'on sacrifie en outre aux démons du jeu et de l'opium.

La prostitution existe partout en Europe. Réglementée dans presque tous les États, elle est libre dans d'autres. En Angleterre, la réglementation a été appliquée en 1866, puis supprimée en 1886. Elle n'existe pas non plus dans les colonies anglaises. En Hollande, il s'est révélé, depuis quelques années, une tendance consistant à faire cesser tout contrôle ; ce dernier est déjà supprimé complètement dans plusieurs grandes villes. A Amsterdam, une inspection médicale n'a jamais été faite ; à la Haye, on a cessé de la pratiquer.

En Belgique, la réglementation existe. Malheureusement le nombre des prostituées inscrites est dérisoire.

Ainsi, à Bruxelles, dont la population est de 207.910 habitants et où se trouvent une garnison de 5 à 6.000 hommes et une université, le nombre des prostituées inscrites est de 169 ; à Saint-Gilles (50.000 habitants), et à Laeken (30.000 habitants), il n'est que de deux.

A Copenhague, la réglementation est appliquée depuis

1874. Dans le reste du Danemark, certaines villes sont réglementées, d'autres non.

En Norvège, la réglementation abolie à Christiania, a été conservée dans les autres villes. En Turquie, pas de visite régulière, les règlements n'existent que sur le papier. En Allemagne, il n'y a pas de maisons publiques ; la prostitution n'est pas tolérée ; les visites régimentaires sont très rigoureuses, et la femme désignée par le soldat malade comme cause de son infection, est déférée au Tribunal.

La France et les autres États européens ont soumis la prostitution à l'observation de certains règlements. Il en est de même pour les principales villes de l'Algérie, de l'Egypte et du Chili.

CHAPITRE III

HISTOIRE DE LA PROSTITUTION A MARSEILLE

Nous n'avons aucun document concernant l'état de la prostitution à Marseille, pendant les premiers siècles qui suivirent sa fondation. Les traditions les plus anciennes et les nombreux auteurs qui se sont occupés de l'histoire de notre ville sont muets à ce sujet.

Plaute, dont les écrits remontent à deux siècles avant notre ère, est le premier auteur dont nous possédions une description de la vie marseillaise. Il dépeint notre ville comme une cité voluptueuse et ses habitants comme ayant des goûts délicats et des mœurs dissolues.

Les Romains vainqueurs apportèrent dans les Gaules leur langage et leurs mœurs. L'exemple de la corruption effrénée de l'empire en décadence amena un si haut degré de dépravation dans les mœurs des Massaliotes que, s'il faut en croire Athénée, on vint jusqu'à dire en proverbe : *Embarquez-vous pour Marseille*, pour exprimer : *Allez vivre dans la débauche*.

Le premier document authentique que nous possédions sur la législation de la prostitution dans notre région est l'ordonnance de Charles d'Anjou, comte de Provence, promulguée en décembre 1254. Il ordonnait de punir ceux

qui corrompaient et prostituèrent les femmes et défendait à ses officiers de donner asile aux femmes de mauvaise vie. Les filles folles de leur corps furent sévèrement pourchassées. Elles se cachèrent ou s'enfuirent.

Cette prohibition absolue amena de graves inconvénients. Les magistrats de l'époque comprirent que, dans l'intérêt des bonnes mœurs, il était préférable de régler la prostitution plutôt que de continuer à en chercher l'abolition impossible. Le Conseil de ville revint, quelques années après, sur l'ordonnance de Charles d'Anjou. Il promulgua l'ordonnance *De meretricibus*, qui reléguait les courtisanes dans certains quartiers de la ville. Puis, par l'ordonnance *de prohibitione*, il interdit, à tout propriétaire de bains ou d'étuves, de recevoir dans son établissement les courtisanes publiques et leurs servantes, à l'exception du lundi de chaque semaine.

Les filles publiques restèrent assez longtemps dans les cantonnements qui leur avaient été réservés. Puis, petit à petit, elles envahirent certaines rues et y causèrent de tels scandales que nous voyons les habitants de la rue Bellande adresser une pétition au Conseil pour obtenir leur transfert dans la rue Ingarienne, où depuis très longtemps existait une maison publique. Ce qui fut fait par suite d'une délibération du Conseil de ville, en date du 16 mars 1339. Soucieux de faciliter le retour vers le bien aux malheureuses égarées, nos édiles émirent, quelques années plus tard, une délibération relative à la création d'une maison de refuge. Cette maison de retraite était destinée à recevoir les prostituées touchées par la grâce pendant la semaine sainte.

Le 8 mai 1383, par une nouvelle délibération, la municipalité de l'époque renouvelle et confirme l'ordonnance

De meretricibus et émet le vœu que les prostituées ne puissent avoir d'autre demeure que le *prostibulum*.

Les femmes de mauvaise vie payaient un droit de quelques deniers aux comtes de Provence, pour pouvoir exercer leur honteux trafic dans les domaines de ces seigneurs. Plus tard, cette redevance fut régie et exploitée par la ville de Marseille sous le nom de *redditus curanus pelosi* ou *curan peloux*. Chaque année, des commissaires, appelés *subrestans du curan peloux*, étaient nommés pour percevoir cet impôt et surveiller les prostituées. Cette institution subsista jusqu'à la fin du XVII^e siècle.

L'application des divers arrêtés prohibitifs, rigoureuse au début, mollit peu à peu. Le nombre des filles de joie augmenta. Elles envahirent progressivement la plupart des quartiers de la ville. Le parlement de Provence s'émut de cette situation et ordonna l'établissement d'un *bourdeau* à Marseille. Le Conseil municipal, pour l'application de cette ordonnance, en délibéra le 10 février, le 15 mai et le 28 octobre 1543, le 6 avril et le 28 octobre 1544, le 24 février 1545, et, enfin, le 3 novembre 1555, chargeait les consuls de la ville de la création d'un local convenable. Ceux-ci ne s'en occupèrent point et l'édit du parlement ne reçut pas d'exécution.

En 1560, les Etats-Généraux d'Orléans décrétèrent l'abolition de la prostitution et la fermeture immédiate des maisons de débauche dans tout le royaume. Il en fut à Marseille comme dans toutes les autres cités. Les filles publiques furent chassées de l'enceinte de la ville et les récidivistes emprisonnées, fouettées et marquées.

Les magistrats appliquèrent d'abord l'ordonnance d'Orléans dans toute sa rigueur, et les prostituées, obligées de se cacher, furent traquées pendant de longues années. Puis, insensiblement, les mesures rigoureuses s'adouci-

rent. L'hydre de la prostitution prit aussitôt de nouvelles forces et les anciens désordres reparurent dans toutes les classes de la société. Les mœurs publiques en arrivèrent à un tel degré de corruption que lorsqu'en 1629, la peste éclata pour la cinquième fois dans notre ville, le terrible fléau fut considéré comme une manifestation de la colère divine. Pour apaiser le courroux céleste, les Echevins et les Consuls firent le vœu solennel de créer une maison d'asile pour les filles repenties. Cet asile fut placé sous la protection de Sainte Marie-Magdeleine.

Il existait alors trente maisons publiques installées dans les rues les plus fréquentées. En dehors de ces maisons, la ville était, pour ainsi dire, au pouvoir de toute une population de courtisanes, dont le nombre et l'audace croissaient tous les jours. Pour mettre un frein à ces débordements, les Consuls créèrent la maison de force du Refuge ou hôpital Saint-Joseph. Cette maison fut surtout destinée à recevoir des filles publiques. On y incarcérait, en outre, les proxénètes, les femmes adultères dénoncées à la justice par leur mari, les filles perverses que les parents faisaient enfermer par mesure de correction et enfin les malheureuses victimes des lettres de cachet du roy. Les détenues furent soumises à une discipline très rigoureuse.

Le 9 février 1643, les Viguiers et Consuls de Marseille firent publier un arrêté *portant défense, sous peine de cent livres d'amende, aux hostes, cabaretiers et austres faisant estat de donner des chambres à louage, de recevoir, tenir, loger ny éberger en leurs logis aucuns boyémiens, ny filles perdues, ny autres coueurs, ny vagabonds* ».

Le 22 mai 1682, le Parlement de Provence ordonna que « *dans dix jours après la publication du présent arrêt, les femmes vagabondes et autres de mauvaise vie vuidront la*

province à peine du fouet et que les propriétaires qui auront connivé, seront condamnés à cent livres d'amende envers le roy. » Cet édit ne réforma rien, n'empêcha rien. Le nombre des prostituées augmenta tous les jours et les proxénètes en arrivèrent à ce degré d'audace qu'en 1684, les Recteurs de l'Hôpital du Saint-Esprit firent arrêter une misérable qui venait lever des recrues jusque dans les salles de cet hospice.

Pour remédier à cet état de choses, le 3 février et le 23 février 1688, Louis XIV signa deux ordonnances spéciales à notre ville.

La première fut publiée à Marseille le 20 février 1688, sous le titre : *Avis des Echevins sur la recherche des femmes de mauvaise vie et sur la punition portée contre elles par ordonnance du Roy.*

Par cette ordonnance, les femmes de mauvaise vie trouvées dans quelques baraques de forçats, ou dans les chambres des soldats et autres gens des équipages des galères royales, ou qui seraient convaincues d'entretenir avec aucun d'eux quelque commerce scandaleux, seraient à l'avenir condamnées par le Conseil de guerre à *avoir le nez et les oreilles coupés par l'exécuteur de la haute justice, et à être menées en cet état le long du Port.*

La deuxième fut publiée à Marseille le 14 septembre 1688, sous le titre : *Règlement du Roy pour la punition des femmes et filles de débauche publique et scandaleuse et qui seront enfermées dans la maison du Refuge.*

Par cette ordonnance, les Echevins, juges de police, avaient le droit de faire enfermer dans la maison du Refuge, les femmes de mauvaise vie et celles qui en prostituent d'autres. Le jugement de ces magistrats était prononcé *après information sommaire, sans frais ni forme de procès, et pour tel temps qu'il serait jugé à propos.*

Leur sentence était sans appel, ils étaient juges en dernier ressort.

Les malheureuses devaient travailler le plus longtemps et aux ouvrages les plus pénibles que leurs forces le permettraient. Les infractions aux règlements étaient punies par la diminution de nourriture, la mise au carcan et telles autres peines que les directeurs de la maison jugeaient nécessaires.

Les Echevins de l'époque, ayant reconnu que la plupart des filles d'auberge et de cabaret se prostituaient au bout d'un temps plus ou moins court et apportaient, de ce chef, un contingent très élevé à l'armée de la débauche, prirent, le 22 août 1690, un arrêté très sage. Dans le but de faire disparaître cette cause d'excitation au mal, ils enjoignirent à tous les cabaretiers et autres tenant rameaux et bouchons en notre ville et son terroir, de congédier les femmes ou filles au-dessous de cinquante ans, qu'ils avaient à leur service, sous peine de dix livres d'amende et d'une plus grande en cas de récidive.

A en juger par les deux ou trois mille dossiers datés de la fin du dix-septième siècle et du commencement du dix-huitième, dossiers qui figurent aux archives de la Ville, sous le titre d'*Informations sommaires*, les Echevins de Marseille veillèrent avec un soin scrupuleux pendant de longues années à la fidèle observation des ordonnances qui précèdent. Mettant à profit le pouvoir discrétionnaire que le roi leur avait accordé, ils en usèrent souvent et en abusèrent même, dans de terribles proportions (Docteur Mireur).

Ni les terribles mesures de répression édictées par les ordonnances du Roi-Soleil, ni le prévoyant arrêté des Echevins ne donnèrent, malgré leur sévère application, les

résultats auxquels on s'attendait. Les divers édits qui se succédèrent à bref délai, nous le prouvent.

Le 13 septembre 1713 : « *Il est fait deffences aux hommes et femmes dont la conduile est suspecte, de recevoir des Turcs ou des forçats dans leurs maisons, sous peine de prison et autres* ».

Le 11 juin 1718 : « *On enjoint par ordre de police, aux femmes et filles de débauche de vuidier la ville et son terroir.* »

Le 31 mars et le 1^{er} mai 1721, deux ordonnances des Échevins renouvellent la même prescription et confirment en outre la peine du fouet. Dans ces deux documents, pour la première fois nous trouvons mentionné le danger de la contagion vénérienne par l'intermédiaire des femmes de mauvaise vie.

Le 18 juillet 1724, ordonnance de Louis XV, d'après laquelle : « *Les femmes de débauche et bohémiennes de la ville de Marseille, vuidront cette ville et son terroir dans trois jours précisément, après lesquels celles qui seront trouvées, seront emprisonnées, sans forme ny figure de procès, et sur un simple procès-verbal, rasées et attachées pendant deux heures au carcan, et ensuite chassées avec défense d'y revenir et séjourner, hanter et fréquenter sous plus grande peine ; et, en conséquence, les habitants, hôtes, cabaretiers et gens qui logent à la nuit leur refuseront asyle, retraite, vivres et subsistances, à peine de complicité.* »

Le 16 mai 1727, le 25 février 1728 et le 28 janvier 1730, nous avons de nouveaux édits prohibitifs contre la prostitution. Enfin, le 18 août 1731, parut une grande ordonnance de police enjoignant à toutes femmes de débauche de quitter la ville dans les vingt-quatre heures, sous peine d'être enfermées dans la maison de force du refuge ou

punies de peines corporelles, et à toute personne dont la profession est de loger ou de donner à manger de les recevoir ou de leur servir de la nourriture, sous peine de cent livres d'amende, de fermeture de leurs établissements, et même de punition exemplaire. Cette ordonnance enjoignait également aux divers traiteurs et logeurs : 1° de se faire inscrire chaque année à l'Hôtel-de-Ville ; 2° d'y apporter chaque jour copie des noms et qualités des femmes ou filles qu'ils auront logées pendant la nuit, en donnant avis si elles peuvent être soupçonnées de mauvaise vie, sous peine des mêmes répressions que précédemment.

Ce régime fut sévèrement appliqué pendant quelques années, puis le Refuge regorgeant de filles publiques, les Echevins furent désarmés. Les filles de joie envahirent de nouveau les divers quartiers de la ville, plus nombreuses que jamais. Les magistrats municipaux ne se préoccupèrent plus d'arrêter la marche ascendante de la débauche. Il est vrai que l'exemple venait de haut : on avait subi les saturnales de la Régence et l'on se trouvait alors sous le règne de Louis XV.

En 1789, au moment où éclata la Révolution française, Marseille possédait 90.000 habitants, sur lesquels on comptait 6.000 prostituées. Le 5 nivôse an II de la République, fut affichée une proclamation municipale sur la réclusion des femmes publiques dans des maisons nationales dont elle annonçait la création. Cette proclamation ne reçut même pas commencement d'exécution. La prostitution continua d'exister sans mesures répressives.

En décembre 1802, fut créé, à Paris, le dispensaire de salubrité publique, où les filles malades non susceptibles d'entrer à l'hôpital recevaient des conseils et des médicaments gratuits. Marseille fut une des premières villes de France à entrer dans cette voie. Le Conseil municipal,

sous la présidence du marquis de Montgrand, maire, prit, le 8 janvier 1821, les trois arrêtés suivants, dont nous extrayons les articles importants :

« A. — *Arrêté de police concernant les femmes livrées à la prostitution.*

» Article premier. — Toute fille ou femme notoirement livrée à la prostitution publique sera inscrite sur un registre tenu à cet effet au bureau de police de la mairie.

» Art. 9. — Il sera délivré à chacune de ces femmes une carte d'inscription, dont elles devront être toujours munies pour la présenter, à toute réquisition, à tous officiers ou agents de police.

» Art. 11. — Toute fille ou femme inscrite qui désirera obtenir sa radiation adressera sa pétition au maire, lequel, d'après les informations prises sur la conduite de la pétitionnaire et le rapport du commissaire de police de l'arrondissement, statuera ce qu'il appartiendra.

» B. — *Arrêté de police relatif au traitement sanitaire des femmes livrées à la prostitution.*

» Article premier. — A dater du 1^{er} février prochain, toutes les femmes publiques seront tenues de se faire visiter deux fois par mois pour faire constater leur état de santé.

» Art. 2. — Cette visite aura lieu, dans le local qui sera à cet effet disposé en la maison des hospices, rue de la Roquette, 28, tous les lundis, mercredis et vendredis, depuis onze heures du matin jusqu'à deux heures après-midi.

» Art. 3. — Pour éviter la confusion et établir l'ordre nécessaire dans cette visite, les femmes publiques, répar-

ties en six divisions, seront obligées de se présenter à la visite aux époques indiquées.

» Art. 10. — Les femmes publiques qui seront reconnues atteintes d'une maladie vénérienne quelconque, ou de toute autre maladie contagieuse, seront retenues après la visite, pour être de suite envoyées à la salle destinée au traitement de ces femmes.

» Art. 11. — Pour subvenir aux dépenses qui résulteront, tant de la visite que du traitement des femmes publiques, il sera, indépendamment de la subvention accordée sur les fonds communaux, payé pour et par chacune de ces femmes, au moment de chaque visite, une rétribution d'un franc cinquante centimes.

» C. — *Instruction réglementaire sur le mode d'inscription des filles publiques et de perception de la rétribution à laquelle elles sont soumises pour frais de visite et de traitement.*

» Article premier. — Les filles publiques seront inscrites par les soins des commissaires de police, sur le registre matricule tenu au bureau de police de l'Hôtel-de-Ville, ou soit par l'agent à ce préposé. Il leur sera délivré une carte conforme au modèle déterminé.

» Art. 2. — Les filles seront, en outre, inscrites chez chaque commissaire de police dans l'arrondissement duquel elles résideront, sur le registre d'arrondissement.

» Art. 4. — Les filles qui se présenteront à la visite déposeront entre les mains du préposé la rétribution fixée pour chacune d'elles; elles se présenteront ensuite aux médecins et chirurgiens qui procéderont à la visite. »

Les résultats furent insignifiants; les filles soumises ne vinrent au dispensaire qu'en nombre restreint et irrégulier.

gulièrement. Un arrêté municipal du 24 décembre 1828 abolit la taxe des filles soumises. Le dispensaire ne fut pas plus fréquenté qu'auparavant. Il est vrai que le service des mœurs était déplorablement organisé. Il n'y avait pas d'agents spéciaux pour ce service et pas même un registre pour le contrôle des visites.

Le 10 mars 1842, M. Consolat, maire de Marseille, prit un arrêté relatif à la police des établissements publics et aux femmes prostituées, renouvelant avec une rigoureuse sévérité les prescriptions contenues dans les arrêtés précédents. Le nombre des femmes inscrites s'éleva de 400 à 600, puis à 700.

Les prostituées malades étaient séquestrées à l'Hôtel-Dieu, dans la salle Sainte-Magdeleine. Le nombre des lits de cette salle devint bientôt insuffisant et, de 50, fut porté à 100.

En 1854, M. de Chanterac, maire de Marseille, demanda à un des médecins du dispensaire, M. le D^r Sauvet, un rapport détaillé sur le fonctionnement de cet établissement et sur les réformes nécessaires.

En 1855, M. Grèvecœur, préfet des Bouches-du-Rhône, s'inspirant du rapport du docteur Sauvet, prit les deux arrêtés suivants.

Le premier, daté du 1^{er} septembre, portait à quatre le nombre des médecins chargés du service du dispensaire. Il interdisait aux médecins chargés de la visite des filles publiques de visiter ou de traiter une fille publique à domicile.

Le deuxième, daté du 1^{er} décembre, enjoignait aux filles publiques de venir se faire visiter au dispensaire une fois par semaine, au jour fixé par l'inspecteur des mœurs à chacune d'elles. Il établissait une taxe de cinquante centimes par visite et par prostituée.

A ces deux arrêtés s'ajouta une excellente mesure : la nomination de plusieurs agents spécialement chargés de la surveillance des prostituées, sous la direction d'un inspecteur. Les résultats furent immédiats ; le nombre des filles publiques malades entrées à l'hôpital, qui avait été de 743 en 1855, s'éleva à 935 en 1856.

En 1861, M. le sénateur de Maupas, préfet des Bouches-du-Rhône, éleva à six le nombre des médecins inspecteurs du dispensaire. Le 5 mars 1865, M. de Maupas prit un arrêté qui établissait, pour les filles soumises, une visite gratuite par semaine au dispensaire et des visites rétribuées à domicile. La taxe était fixée à 1, 2 ou 3 francs, suivant les jours et les catégories. Un inspecteur de police fut spécialement attaché à la section des mœurs, avec dix agents placés sous ses ordres.

Le 19 décembre 1871, M. Guinot, maire, prit un arrêté interdisant aux cafetiers, cabaretiers et autres débitants de boissons, d'employer des filles ou femmes pour le service de leurs établissements.

Les 5 et 7 mai 1873, M. Jounet, maire, prit deux arrêtés : l'un faisant défense aux propriétaires et locataires de loger des femmes de mauvaise vie ; l'autre ordonnant la fermeture de 18 maisons publiques situées dans le quartier du grand théâtre et n'autorisant ce genre d'établissements qu'au voisinage de la place Vivaux.

En octobre 1878, fut promulgué, par arrêté municipal, un règlement général de la prostitution, abrogeant les précédents décrets. Il sert encore aujourd'hui de ligne de conduite à peu près absolue au fonctionnement de la police des mœurs. Il comprend 36 articles et forme comme une sorte de Code sur la matière. En voici les principales indications : Toute fille ou femme publique est inscrite sur les registres matricules qui sont tenus, à cet effet, au

bureau central de police. Toute fille soumise qui n'est plus dans la situation de prostituée sera radiée sur sa demande. L'inscription et la radiation ne sont opérées que par décision du maire. Toute prostituée inscrite ou maintenue inscrite indûment a le droit d'en appeler de la décision du maire devant le tribunal de simple police. Il est expressément défendu aux filles publiques de troubler l'ordre de la rue, de racoler, de fréquenter les théâtres, jardins publics, cafés et autres débits de boissons. Les prostituées, divisées en quatre catégories, sont assujetties à passer la visite une fois par semaine au jour fixé pour leur catégorie. La visite est payante ; le prix est de 3 francs pour les prostituées de la 1^{re} catégorie et de 2 francs, 1 franc ou gratuite pour celles des 2^e, 3^e et 4^e catégories.

Actuellement, le prix de la visite n'est plus perçu. Les filles soumises isolées sont visitées une fois par semaine au dispensaire même, et les filles de maison deux fois par semaine dans la maison publique où elles habitent.

Les médecins du dispensaire sont au nombre de huit. Les peines dont les prostituées sont passibles pour les divers manquements au règlement sont : la mise au violon pour 24 ou 48 heures, l'amende et la prison. La peine du violon est prononcée par le commissaire central, d'après le rapport de l'inspecteur des mœurs ; l'amende, qui est de 15 francs au maximum, et la détention dans la prison, qui ne dépasse pas cinq jours, sont appliquées par décision du tribunal de simple police. L'inconvénient des décisions de ce tribunal à Marseille est que les coupables ne sont touchées par l'arrêt que huit ou dix mois après le procès-verbal de constat, c'est-à-dire lorsque la plupart ont déjà quitté la ville.

CHAPITRE IV

ETAT ACTUEL DE LA PROSTITUTION. — SES RAPPORTS AVEC LA SYPHILIS

La surveillance des prostituées est spécialement dévolue au personnel de la police des mœurs. Ce personnel comprend quatorze agents, un secrétaire et un planton, sous les ordres d'un brigadier de la sûreté faisant fonction d'inspecteur de la police des mœurs.

La prostitution, à Marseille, se divise, comme partout ailleurs, en deux catégories : la prostitution inscrite et la prostitution clandestine. La prostitution inscrite est caractérisée par un seul fait, l'inscription sur le registre du bureau des mœurs. Dès lors, la prostituée ne s'appartient plus ; elle est placée sous le contrôle direct de la police et, de plus, obligée de subir périodiquement les visites sanitaires. L'inscription peut être délivrée sur la demande de l'intéressée ou effectuée d'office par mesure administrative. L'inscription et la radiation sont effectuées par décision du maire, prise d'après le rapport de l'inspecteur de la police des mœurs, transmis par le commissaire central. La radiation peut être prononcée pour des motifs bien différents. Les plus fréquents sont :

1° La radiation par suite de décès ;

2° La radiation pour cause d'une condamnation d'une certaine durée ou d'un arrêté d'expulsion ;

3° La radiation pour cause de départ ou de disparition ;

1° La radiation par suite d'abandon de la prostitution et de justification de moyens d'existence.

Le nombre des filles inscrites chaque année est variable, comme le montre le tableau suivant :

1875. . . .	390	1888. . . .	361
1876. . . .	329	1889. . . .	285
1877. . . .	337	1890. . . .	202
1878. . . .	337	1891. . . .	245
1879. . . .	225	1892. . . .	229
1880. . . .	346	1893. . . .	238
1881. . . .	442	1894. . . .	387
1882. . . .	465	1895. . . .	357
1883. . . .	345	1896. . . .	486
1884. . . .	428	1897. . . .	490
1885. . . .	387	1898. . . .	484
1886. . . .	326	1899. . . .	543
1887. . . .	397		

La prostituée inscrite a le droit d'habiter dans le quartier réservé ; elle n'est que tolérée en dehors. Les filles soumises vivent groupées dans les maisons de tolérance, ou, isolément, en des chambres garnies situées dans les différents quartiers de la ville. Les maisons de tolérance, toutes situées dans le quartier réservé, sont moins nombreuses qu'autrefois dans notre ville. En voici un relevé, que nous avons pu reconstituer depuis 1869 jusqu'à nos jours :

1869. . . .	87	1871. . . .	111
1870. . . .	90	1872. . . .	116

1873. . .	125	1887. . .	39
1874. . .	107	1888. . .	39
1875. . .	105	1889. . .	31
1876. . .	99	1890. . .	19
1877. . .	102	1891. . .	14
1878. . .	82	1892. . .	13
1879. . .	94	1893. . .	12
1880. . .	93	1894. . .	13
1881. . .	105	1895. . .	12
1882. . .	97	1896. . .	12
1883. . .	76	1897. . .	12
1884. . .	76	1898. . .	12
1885. . .	77	1899. . .	11
1886. . .	52	1900. . .	11

Cette diminution est d'ailleurs un fait général ; le *prostitutum* antique disparaît. La cause en est simple : elle tient à ce que, comme toutes les institutions, la prostitution se transforme et manifeste ainsi sa tendance vers plus de liberté.

**Evolution de la maison de tolérance dans quelques
autres villes**

Villes	Années	Maisons de tolérance
Paris	1843	235
—	1863	180
—	1883	104
—	1897	41
Lyon	1855	54
—	1889	20
—	1898	13

Villes	Années	Maisons de tolérance
Montpellier	1870	24
—	1889	4
—	1898	3
Avignon	1864	14
—	1890	7
—	1900	4

Dans les grandes comme dans les petites villes, ce mouvement est accentué. Il le serait encore plus, si on considérait que la population de ces villes a considérablement augmenté. Par contre nous voyons prospérer les maisons libres. Dans ces maisons, la fille soumise jouit de toute sa liberté. Elle va et vient, sort et rentre à son gré, se nourrit et s'habille suivant ses ressources et sans passer par l'intermédiaire de la matrone ; le tout à l'encontre de ce qui se passe dans les maisons fermées. Elle est en garni. Ce *prostitulum* transformé se trouvant dans le quartier réservé, la fille soumise n'a rien à craindre de la police. Elle a le droit d'y habiter et peut même *faire la porte*. La matrone n'est assujettie qu'aux règlements des garnis.

Nous trouvons encore dans le quartier réservé les Magasins. Le magasin est composé d'une seule pièce, pauvrement meublée, sise au rez-de-chaussée et ouvrant sur la rue par une porte vitrée. Il n'est, en général, habité que par une seule fille, appartenant aux derniers degrés de la prostitution.

Au quartier réservé, on ne trouve guère la prostituée en-dehors de la maison fermée, de la maison libre et du magasin.

Voici, dans ce quartier, l'état de la prostitution au 1^{er} janvier 1900.

Maisons de tolérance fermées	11
Maisons libres	55
Magasins indépendants des maisons libres . . .	65
Prostituées habitant les maisons fermées. . . .	95
Prostituées habitant les magasins et maisons libres	207

Nous rencontrons encore les filles soumises dans tous les quartiers de la ville où elles habitent isolément en garni. Elles doivent garder une certaine retenue, car elles n'y demeurent que par simple tolérance de la police.

Les prostituées non inscrites sur le registre de la police des mœurs, constituent la catégorie des filles clandestines. Beaucoup plus nombreuses que les filles soumises, elles sont environ 5.000 disséminées un peu partout dans la ville.

Les prostituées soumises et clandestines habitant en dehors du quartier réservé, ne peuvent pas exercer librement leur triste métier, racoler les clients devant leur porte et les emmener chez elles. Les plus favorisées de la fortune, fréquentent les grands cafés, les théâtres, les salles de concert et les maisons de rendez-vous. Ces maisons de rendez-vous sont actuellement au nombre de 33 connues de la police. En même temps que les prostituées de profession, leurs clientes habituelles, on y rencontre quelquefois de jeunes ouvrières ou des femmes mariées se prostituant occasionnellement.

Les prostituées de moindre importance racolent dans les rues, évitant le plus possible la police, et emmenant leurs clients de passage chez elles, quand elles le peuvent, ou dans des maisons dont la spécialité est de recevoir ces couples de hasard. Ces maisons mal famées, hôtels meublés interlopes et chambres garnies, dont le revenu entier

ou le plus clair provient de ce métier, sont au nombre de 347.

La servante de brasserie ou de marchand de vin n'existe pas à Marseille. L'arrêté de M. Guinot, maire, en date du 19 décembre 1871, visant les débitants de boissons employant des femmes pour le service de leurs établissements, est toujours rigoureusement appliqué.

Les magasins dans lesquels le client va chercher sa monnaie dans l'arrière-boutique, existent peu. Par contre, ce qui n'a pas été signalé ailleurs, les lieux d'aisance donnent asile à un certain nombre de prostituées. A Marseille, ces établissements sont de grands magasins, tenus très proprement, avec un certain luxe même et dans lesquels une ou plusieurs femmes, presque toujours des clandestines, se tiennent à la disposition des clients.

Dans nos recherches sur ce mode excentrique de la prostitution, effectuées au commencement d'août 1899, nous avons constaté que sur les 47 lieux d'aisance installés dans notre ville (nombre fourni par les bureaux de la police administrative), il en existait 18 dans lesquels des femmes se livraient couramment à l'exercice de la prostitution. Ces 18 établissements occupaient un personnel de 76 prostituées, dont 41 étaient employées pendant le jour et 35 pendant une partie de la nuit.

Le 14 août 1899, M. Flaissières, maire de Marseille, prit un arrêté interdisant aux tenanciers des susdits établissements, de recevoir ou de conserver dans lesdits établissements des filles publiques ou notoirement connues pour se livrer à la prostitution et d'employer des filles ou femmes étrangères à leur famille. A la suite de cette mesure, ce genre de prostitution disparut. Aujourd'hui l'ancien état de choses continue à régner.

Les filles soumises exerçant leur industrie à Marseille,

appartiennent aux nationalités les plus diverses. M. le docteur Mireur, d'après une statistique qu'il a publiée en 1882 et portant sur 3584 femmes, avait trouvé 878 étrangères et 2706 françaises. Nos recherches portant sur un même nombre, les 3584 dernières femmes inscrites, nous ont indiqué une diminution des étrangères. Nous avons trouvé 3144 Françaises, dont 50 Algériennes et 440 étrangères, appartenant à divers pays dans la proportion suivante :

Italie	227
Espagne	92
Allemagne	10
Suisse	36
Autriche	13
Belgique	12
Egypte	5
Amérique du Sud	3
Etats-Unis d'Amérique	2
Angleterre	2
Hollande	2
Russie	2
Monaco	2
Portugal	1
Duché de Luxembourg	1

Nous avons vu que le nombre des prostituées inscrites chaque année variait. Il en est de même du nombre total des filles soumises (filles inscrites dans l'année et filles inscrites les années précédentes, mais demeurées à Marseille), ainsi que de la proportion existant entre les filles de maison fermée et les filles soumises isolées. Le nombre des filles de maison était jadis le plus élevé, c'est le rapport inverse qu'on observe de nos jours.

En effet, comparons le tableau suivant tiré de l'*Histoire de la prostitution* du Dr Mireur :

Années au 1 ^{er} janvier	Filles de maison	Filles soumises isolées
1869	500	232
1870	670	156
1871	550	222
1872	550	240
1873	600	208

avec celui-ci, dont nous avons pris les éléments dans les registres du bureau des mœurs :

Années au 1 ^{er} janvier	Filles de maisons	Filles soumises isolées
1896	105	528
1897	106	570
1898	91	595
1899	101	534
1900	95	693

Les filles de maison devant être visitées deux fois par semaine et les isolées une fois par semaine, il nous a paru intéressant, au point de vue de la propagation des maladies vénériennes, de connaître dans quelles proportions se produisaient les absences :

Années	Visites subies par les f. de maison	Absentes aux visites	Visites subies par f. s. isolées	Absentes aux visites
1896	10,104	426	16,817	12,650
1897	9,805	81	23,025	6,146
1898	9,789	59	27,491	6,251
1899	9,426	110	27,303	6,573

Ces quelques nombres nous montrent un accroissement des filles inscrites, en même temps qu'une grande dimi-

nution dans les absences aux visites sanitaires. Ce résultat nous paraît dû au bon fonctionnement de la police des mœurs.

Les prostituées arrêtées pour infractions aux règlements de la police des mœurs comprennent des filles soumises et des clandestines.

Ces filles sont conduites au violon et, dès le lendemain, examinées par le médecin de service. Voici dans quelle proportion les deux catégories offrent des malades :

Années	Total des arrest.	Filles soumises saines	malades	Clandestines saines	malades
1896	4393	3800	157	315	121
1897	4679	4112	133	300	134
1898	5790	5068	160	389	173
1899	5534	4530	525	275	204

Si nous considérons, en outre, que le total des filles soumises envoyées en traitement à l'hôpital a été de 339 en 1896, de 455, 313 et 589 pendant les trois années suivantes, en tenant compte du nombre des visites subies, nous pouvons établir le tableau suivant, où le nombre des malades est établi pour 100 visites.

Années	Clandestines arrêtées malades	Filles soumises arrêtées malades	Total des f. s. malades
1896	27,75	3,96	1,25
1897	30,87	3,13	1,38
1898	30,78	3,06	0,83
1899	42,79	13,05	1,76

Quelle argumentation en faveur de la réglementation de la prostitution vaudra cette simple constatation statistique ? Quel éloquent plaidoyer, montrant l'abîme

vers lequel nous entraîne la prostitution clandestine, aura cette valeur ?

La force de cette statistique paraîtra plus grande encore si nous considérons que le nombre des clandestines est beaucoup plus considérable que celui des filles soumises, et que les premières continuent presque toutes à voir des clients, tandis que les autres sont mises hors d'état de nuire dès le début de leur maladie.

Toutes les prostituées malades sont envoyées, par les soins de la police, à l'hôpital de la Conception, où elles sont traitées dans un pavillon fermé, salle Sainte-Magdeleine.

Voici les diagnostics des médecins du dispensaire concernant les filles soumises que nous avons pu recueillir dans les registres des bureaux des mœurs :

Années	Syphilis	Chancres et ulcérations chançr.	Maladies autres
1886	37	220	202
1887	39	154	120
1888	40	122	102
1889	26	119	74
1890	10	63	36
1891	12	70	45
1892	19	69	45
1893	21	117	106
1894	28	141	138
1895	23	121	116
1896	16	149	174
1897	37	212	106
1898	39	216	150
1899	53	287	249

Voici les diagnostics des médecins du dispensaire con-

cernant les clandestines que nous avons pu recueillir à la même source que précédemment :

Années	Syphilis	Chancres et ulcérations chancr.	Maladies autres
1886	36	25	41
1887	9	32	56
1888	10	52	92
1889	24	42	91
1890	20	69	133
1891	7	29	85
1892	17	25	55
1893	17	45	102
1894	16	51	118
1895	16	54	138
1896	16	41	128
1897	15	60	110
1898	24	63	124
1899	33	82	112

Les clandestines envoyées à l'hôpital de la Conception comprennent les clandestines arrêtées et reconnues malades, ainsi que celles qui, se trouvant malades, viennent se faire visiter volontairement et demander à être inscrites.

Il n'est pas toujours possible de porter sur-le-champ un diagnostic ferme, et nous devons nous attendre à voir les diagnostics des médecins du dispensaire modifiés par le médecin traitant les prostituées à la Conception. C'est, en effet, ce qui arrive. Voici les diagnostics de syphilis portés à la sortie de l'hôpital des malades précédentes (filles soumises et clandestines sont ensemble) :

1886. . .	69	1893. . .	47
1887. . .	54	1894. . .	58
1888. . .	87	1895. . .	48
1889. . .	109	1896. . .	69
1890. . .	97	1897. . .	104
1891. . .	21	1898. . .	146
1892. . .	48	1899. . .	107

Dans le même pavillon que les filles publiques envoyées par la police, mais dans une salle distincte, salle Sainte-Thaïs, sont reçues et traitées les femmes ou filles au-dessus de 15 ans, atteintes de maladies vénériennes, mais entrées volontairement. Ces volontaires sont, en général, des filles publiques (soumises ou clandestines). Elles sont libres de sortir, si elles le désirent, avant d'avoir reçu l'*exeat* du médecin traitant. Voici le nombre de syphilis traitées dans cette salle pendant une période de quatorze ans :

1886. . .	36	1893. . .	41
1887. . .	61	1894. . .	47
1888. . .	45	1895. . .	77
1889. . .	40	1896. . .	109
1890. . .	44	1897. . .	97
1891. . .	50	1898. . .	135
1892. . .	40	1899. . .	84

A l'aide des registres du dispensaire nous avons pu séparer le diagnostic des filles soumises des maisons fermées de celui des filles soumises isolées.

Voici nos résultats concernant les femmes des maisons de tolérance :

Années	Syphilis	Chancres et ulcérations chancr.	Maladies autres
1896	4	24	11
1897	2	31	12
1898	5	32	13
1899	1	26	11

Voici nos résultats concernant les filles isolées :

Années	Syphilis	Chancres et ulcérations chancr.	Maladies autres
1896	15	125	163
1897	35	181	194
1898	34	118	111
1899	52	261	248

Toutes proportions gardées, nous trouvons que, pendant cette période, les filles des maisons de tolérance sont moins souvent malades que les filles soumises isolées. Si nous considérons encore que les premières, passant deux visites par semaine, restent en général moins longtemps que les autres en état de communiquer leur maladie, nous pourrions classer les prostituées en trois catégories, au point de vue de la propagation des maladies vénériennes : 1° les plus à craindre sont les prostituées clandestines ; 2° viennent ensuite les filles soumises isolées ; 3° en dernière ligne, nous placerons les filles soumises habitant les maisons de tolérance.

Il existe à l'hôpital de la Conception une salle spécialement destinée à recevoir les hommes atteints de maladies vénériennes, c'est la salle Saint-Roch, contenant 30 lits. Ce service est notablement insuffisant pour notre grande cité. On ne reçoit pas, tant s'en faut, tous les malades qui le demandent, ni même tous ceux dont l'état nécessiterait les soins dévoués et entendus de l'hospita-

lisation. Pour donner une idée de l'insuffisance de ce service, nous dirons que nous avons constaté, sur les registres, que la plus grande part des syphilités traitées à l'hôpital ne l'ont pas été dans la salle Saint-Roch, mais dans les divers pavillons de médecine ou de chirurgie.

Voici un relevé des syphilitiques hommes traités à l'hôpital de la Conception depuis 1886.

1886. . .	116	1893. . .	89
1887. . .	72	1894. . .	137
1888. . .	93	1895. . .	159
1889. . .	84	1896. . .	108
1890. . .	68	1897. . .	123
1891. . .	123	1898. . .	155
1892. . .	134	1899. . .	118

Les comptes rendus mensuels des directions du XV^e corps d'armée, que nous avons pu consulter à l'hôpital militaire, nous ont permis de recueillir, pour une période de dix ans, le nombre des syphilitiques traités dans cet hôpital et dans les infirmeries des divers régiments et détachements de troupes qui composent la garnison de Marseille.

Voici nos résultats :

Années	Syphilis	Effectif de la garnison
1890	69	3988
1891	44	3823
1892	75	4876
1893	53	4522
1894	46	4640
1895	61	4551
1896	82	4660

Années	Syphilis	Effectif de la garnison
1897	49	5389
1898	38	5356
1899	105	4863

M. le professeur Perrin a bien voulu mettre à notre disposition ses diverses observations de manifestations syphilitiques, prises à son dispensaire pendant une période de dix ans. Ses notes, classées d'après le système des fiches, nous ont montré toute une série de processus morbides intéressants. Nous avons pu constater, en outre, que, pendant la période indiquée, notre Maître avait donné ses soins à 2.249 syphilitiques. Nous n'avons pas relevé tous ces cas, délaissant ceux d'observation vulgaire. Voici de quelle manière nous avons opéré pour les autres : un malade présentant une manifestation secondaire intéressante était inscrit dans la colonne des accidents secondaires correspondants ; un peu plus tard le même malade venait-il réclamer de nouveaux soins pour un accident tertiaire, nous inscrivions son cas dans la colonne des accidents tertiaires correspondants, le même malade nous fournissant deux cas. Nous indiquons ces détails pour expliquer pourquoi la somme des divers accidents syphilitiques que nous signalons est différente du nombre des syphilis traitées, donné plus haut.

Syphilis secondaire (1888 à 1898)

Hommes	832
Femmes	519
Enfants (syphilis acquise)	23
Total des syphilis secondaires.	1374

Chancres extra-génitaux. — La localisation des chancres extra-génitaux présentés par ces malades nous a paru curieuse à signaler.

Chancres localisés sur la face

Front.	1	Lèvre inférieure	38
Tempes.	2	Commissure labiale . .	1
Sourcil	1	Langue.	9
Paupière supérieure .	1	Amygdale	27
Caroncule lacrymale .	1	Gencive supérieure. . .	2
Joues.	6	Voûte palatine	1
Oreille	1	Menton.	16
Lèvre supérieure. . . .	26		

Chancres localisés sur les membres

<i>Membres supérieurs</i>		<i>Membres inférieurs</i>	
Bras	1	Jambe	1
Doigts	10	Cuisse	2

Chancres localisés sur les autres parties du corps

Fesse	1
Seins	33
Anus.	22
Pubis	5
Scrotum	2

Localisations de la période secondaire

Oeil :

Iritis.	23
Rétinite.	2
Episclérite.	4

Testicules :

Epididymite secondaire. 2

Parties diverses du corps :

Albuminurie	1
Ictère	4
Alopécie très apparente	54
Amaigrissement très considérable	5
Phlébite	1
Système nerveux (hémiplegies)	3
Exostoses	6
Syphilis malignes précoces	21

Syphilis Tertiaire (1888 à 1898)

Hommes	562
Femmes.	397
(Enfants exclus).	

Total des syphilis tertiaires. 959

Nature des accidents observés

Syphilides tertiaires gommeuses sous-cutanées siégeant en dehors de la face	227
Syphilides palmaires et plantaires	80

Lésions tertiaires à la face :

Front, joues, oreilles.	22
Des lèvres	10
Du nez (sans que le squelette ait été atteint)	41
Du squelette nasal et du palais osseux	10

De la pituitaire.	1
Du voile du palais intéressant la gorge, le pharynx	44
De la langue	67
Lésions tertiaires des organes génitaux.	37
Lésions osseuses et arthropathies	53
Lésions oculaires	9
Du larynx et de la trachée	1
Du foie	3
Du rein	3
Du système nerveux.	103

Comprenant :

Syphilis du cerveau.	40
Syphilis de la moelle	3
Tabès	23
Paralysie générale	8
Paralysies oculaires	7
Hémiplégie faciale	5
Affections nerveuses diverses.	17

Les divers nombres de syphilis que nous avons donnés, soit comme pris au dispensaire de la police des mœurs, aux hôpitaux civil et militaire, ou provenant du dispensaire de M. le professeur Perrin, nous indiquent que la syphilis est très répandue à Marseille. Le contraire nous eût étonné, surtout après l'affirmation de M. le professeur A. Fournier, disant que ses calculs lui avaient toujours indiqué, à Paris, un minimum de 15 syphilitiques pour cent habitants, et ajoutant qu'il pensait qu'il en était de même pour les autres grandes villes de France. Marseille, porte de l'Orient, Marseille, possédant une population flottante de 65,000 habitants, ne pouvait pas échapper à la loi commune.

En présence de l'affluence des maladies vénériennes et du nombre restreint de lits dont elle dispose, l'administration des hôpitaux délivre trois fois par semaine, à une consultation externe, les médicaments les plus nécessaires. Beaucoup de malades préfèrent s'adresser à un dispensaire. Le dispensaire de dermato-syphiligraphie, créé il y a douze ans par M. le docteur Perrin, est très fréquenté. Le nombre des clients n'a cessé d'augmenter, ce qui nous a permis d'y observer, depuis quelques années, de très nombreux cas de dermatoses indigènes et exotiques, appartenant tant aux espèces morbides les plus fréquentes qu'aux plus rares. Les malades y sont reçus de dix heures à deux heures, afin de permettre aux ouvriers d'y venir facilement. Les pansements, les cautérisations des syphilides muqueuses, les injections, y sont pratiqués régulièrement. Les médicaments sont fournis par le bureau de bienfaisance ou par de nombreuses sociétés de secours mutuels.

Un autre dispensaire du même genre a été créé récemment. Les filles repenties peuvent entrer au couvent du Refuge, situé boulevard Baille, ou dans un autre du même genre, situé à la Sainte-Baume, dans les environs de Marseille.

DISCUSSION

A diverses époques, des personnalités éminentes, aux aspirations généreuses, ont rêvé l'extinction de la prostitution. Le célèbre orateur Mirabeau et, après lui, des philanthropes de tous les pays ont poursuivi ce but. A la conférence pour la prophylaxie des maladies vénériennes tenue à Bruxelles l'année dernière, Mme Bieber-Boehm a exposé et défendu les mêmes idées.

Les causes qui amènent les femmes à la prostitution sont multiples. Voici les principales : la paresse, la pauvreté, l'insuffisance des salaires de la femme, l'absence d'instruction, les mauvais exemples, l'hérédité fatale du vice, l'égoïsme de la société, l'excès de la civilisation, le goût du luxe, la brutalité des passions de l'homme et le criminel abandon des filles séduites. L'examen de chacune de ces causes et l'étude du passé nous ont donné la conviction que la noble pensée de l'abolition est irréalisable et que la débauche publique restera l'éternelle compagne de l'imperfection humaine.

Les divers modes de réglementation appliqués de nos jours ont été vivement attaqués. Ils ne satisfont personne. Aussi, en divers pays, ont-ils été simplement supprimés. En Angleterre, les prostituées malades ne sont soumises à aucune contrainte ; il n'y a pas de visite sanitaire. Quel a été le résultat de cette mesure, au point de vue de la

propagation des maladies vénériennes ? En 1898, le docteur Deck publiait un travail intitulé : *Syphilis et réglementation de la prostitution en Angleterre et aux Indes*, dans lequel il relevait tous les chiffres de statistique, tant en Angleterre et aux Indes que dans les pays où furent faites complètement les expériences de réglementation de la prostitution. D'après le docteur Verchère (conférence de Bruxelles 1899) et un article du docteur Martinet, ces chiffres ne permettent aucune conclusion ferme. Cela est si vrai que ces statistiques ont été interprétées avec une égale facilité pour ou contre la réglementation, par les partisans ou les adversaires de toute mesure. Les hommes d'État anglais ont été si peu à même de se faire une conviction par l'étude des résultats obtenus qu'en 1888, M. Forster, chef du cabinet du ministre de la guerre de la Grande-Bretagne, fut envoyé à Paris pour s'instruire sur les moyens que nous avions de préserver notre armée. Dix ans après, lord Read, ancien gouverneur de la province de Bombay, fut également délégué par le gouvernement anglais pour venir à Paris examiner par lui-même les voies et moyens employés par notre préfecture de police pour diminuer l'expansion des maladies vénériennes.

Les règlements de M. Crispi, publiés en mars 1888, entre autres mesures, supprimèrent en Italie, l'inscription obligatoire et la visite coercitive. Les résultats ne tardèrent pas à être appréciables. Dès la première année qui suivit la suppression de la réglementation, en 1889, le nombre des soldats atteints de maladies vénériennes avait augmenté de 62 pour 100 (Statistique de M. le prof. Laws-ki). On fut obligé de revenir à un système de réglementation dès octobre 1891.

L'abolition des règlements ne nous paraît offrir aucune

garantie en faveur de la diminution des maladies vénériennes.

A-t-on le droit de réglementer ? La réglementation ne lèse-t-elle pas le principe sacré de la liberté individuelle ? La syphilis ne menace pas seulement ceux qui s'y exposent, elle menace aussi, et cela pour un nombre considérable, infini, ceux qui ne s'y exposent point. Nous savons combien sont grandes les facilités de propagation de la terrible maladie, et combien fréquents les cas de syphilis *insontium*.

Nous pensons que l'intérêt général est de protéger ceux qui s'exposent, parce que c'est de ceux-ci que procède la syphilis de ceux qui ne s'exposent pas. Nous pensons aussi que ces derniers, appelés à être les innocentes victimes de la fatalité, ont le droit d'être protégés. A ces divers titres, la Société a non seulement le droit de se défendre et de prendre telles mesures qu'elle juge nécessaires, mais elle en a encore le devoir.

En France, il n'existe pas une réglementation unique pour tout le pays ; mais les divers systèmes qui régissent la prostitution ressemblent tous, plus ou moins, au règlement en vigueur à Marseille. Tout, ou presque tout dépend de l'inspecteur de la police des mœurs, de son seul jugement, de sa seule inspiration, peut-être même de son humeur du moment ; les diverses mesures sont prises par lui ou d'après ses rapports. La procédure actuelle pour les faits de prostitution, ne peut, en toute justice, être maintenue plus longtemps. Des intérêts trop graves sont en jeu pour qu'on puisse confier au discernement d'un seul le soin d'en disposer. Hâtons-nous d'ajouter que nous sommes rassurés pour le présent, l'honorabilité et l'intelligent savoir-faire de l'inspecteur aujourd'hui en fonction sont hautement reconnus.

CONCLUSION

Nous concluons en faveur d'un système de réglementation de la prostitution. Les premières mesures à prendre sont de sortir les prostituées de l'arbitraire où les plongent les règlements actuels, et de ne les rendre justiciables que des tribunaux de droit commun. En aucun cas, la police ne devrait avoir le droit de juger et de punir.

Les autres réformes à faire sont nombreuses, nous nous contenterons d'énumérer brièvement celles qui nous paraissent les plus importantes :

Visites sanitaires obligatoires pour toutes les prostituées;

Augmentation du nombre des agents des mœurs, tous choisis parmi un personnel d'élite;

Création de maisons de correction où les juges pourraient faire interner, jusqu'à leur majorité, les débauchées mineures, sans soutien, ou dont la famille ne se préoccupe pas;

Augmentation du nombre des médecins du dispensaire ;

Donner aux prostituées détenues dans l'intérêt général, les soins les plus parfaits à tous les points de vue.

Critique formelle des hospitalisations insuffisantes, basées sur le préjugé absurde qui rejette, hors les cas de maladies assistées, les maladies vénériennes.

Nombreuses consultations hospitalières externes ; fondation de dispensaires municipaux disséminés dans les différents quartiers, distributions gratuites de médicaments aux syphilitiques pauvres.

Abolition absolue de tout le système de pénalités frappant les vénériens dans les armées de terre et de mer.

Enfin, il faudrait, comme l'a indiqué M. le professeur Perrin à la conférence de Bruxelles, que, dans toutes les sphères de la société, on se déshabitue de considérer la syphilis comme une maladie honteuse, due seulement à l'inconduite et à la débauche, et qu'on modifie ce qui a lieu dans de grandes administrations et dans beaucoup de sociétés de secours mutuels, où cette maladie ne donne pas plus droit aux médicaments qu'à une exemption passagère de travail et à l'indemnité de maladie.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :
Montpellier, le 28 mars 1900.
Le Recteur,
Ant. BENOIST.

VU ET APPROUVÉ :
Montpellier, le 28 mars 1900.
Le Doyen,
L. VIALLETON

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

Libre des eslections, délibérations et réformations du Conseil et aultres actes de la ville de Marseille (Archives de l'Hôtel de Ville).

VARILLAS. — *Histoire de Henri III.*

Registres des délibérations municipales de Marseille (Archives de la Ville).

Inventaire des titres de l'hôpital Saint-Esprit de Marseille (Archives de l'Hôtel-Dieu).

Délibérations des fondateurs de la Charité (Archives de l'Hôtel-Dieu).

Registres des délibérations du Bureau de l'œuvre du Refuge (Archives de l'Hôtel-Dieu).

SABATIER. — *Histoire de la législation sur les femmes publiques et les lieux de débauche.* Paris, 1828

PARENT-DUCHATELET. — *De la prostitution dans la ville de Paris,* 1857.

BOUCHEL. — *Bibliothèque du Droit Français.*

JEANNEL. — *De la prostitution dans les grandes villes au XIX^e siècle,* 1860.

ESQUIROS. — *Les vierges folles,* 1873.

AUGUSTIN FABRE. — *Les anciennes rues de Marseille.*

YVES GUYOT. — *La prostitution.* Paris, 1883.

D^r MIREUR. — *La syphilis et la prostitution dans leurs rapports avec l'hygiène, la morale et la loi,* 1875.

— *La prostitution à Marseille,* 1882.

Rapports préliminaires (Conférence de Bruxelles), publiés par le D^r Dubois-Hovenith, 1899.

Enquêtes sur l'état de la prostitution et la fréquence de la syphilis et des maladies vénériennes dans les différents pays (conférence de Bruxelles), publiées par le docteur Dubois-Hovenith.

Communications relatives aux questions du programme (Conférence de Bruxelles), publiées par le D^r Dubois-Hovenith, 1899.

Compte rendu des séances (Conférence de Bruxelles), publié par le D^r Dubois-Hovenith, 1900.
